

Budget Telecom

Exercice clos le 31 décembre 2007

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes consolidés

ERNST & YOUNG Audit

Budget Telecom

Exercice clos le 31 décembre 2007

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes consolidés

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons procédé au contrôle des comptes consolidés de la société Budget Telecom relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2007, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

Votre société n'est pas tenue, au regard de la loi, d'établir des comptes consolidés mais a opté de façon facultative pour leur établissement et leur publication pour la première fois en 2007. Nous précisons que les comptes consolidés de l'exercice précédent n'ont donc pas fait l'objet d'une certification.

I. Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Comme indiqué dans les notes 1.2 et 1.9 de l'annexe pour les activités de ventes de minutes prépayées et les ventes en présélection, le chiffre d'affaires constaté valorise les temps de communication effectivement utilisés par les clients ou venus à expiration et les forfaits facturés à rattacher à 2007.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables précisées ci-dessus et des informations fournies dans les notes de l'annexe et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

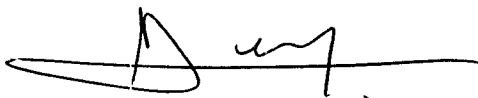
III. Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à la vérification des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Montpellier, le 22 mai 2008

Le Commissaire aux Comptes
ERNST & YOUNG Audit

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'M. Mercier', with a long horizontal line extending to the right.

Marie-Thérèse Mercier

Comptes consolidés

BILAN

ACTIF	2007	2006	PASSIF	2007	2006
ACTIF IMMOBILISE	1 888 252	1 407 486	CAPITAUX PROPRES (part du groupe)	15 861 796	13 171 164
Ecarts d'acquisition	324 083	373 942	Capital	529 740	526 437
Immobilisations incorporelles	1 215 540	664 284	Primes	7 951 105	7 840 097
Immobilisations corporelles	307 712	327 377	Réserves et report à nouveau	4 764 630	2 376 429
Immobilisations financières	40 917	41 883	Résultat consolidé	2 576 321	2 388 201
Titres mis en équivalence			Autres	40 000	40 000
			Intérêts minoritaires	0	0
ACTIF CIRCULANT	19 155 629	15 312 655	PROVISIONS	28 693	33 791
Stocks et en cours	81 970	45 774			
Clients et comptes rattachés	3 870 176	2 160 444	DETTES	5 153 393	3 515 187
Autres créances et comptes de régularisation	2 054 085	1 050 433	Emprunts et dettes financières	4 450	4 450
Valeurs mobilières de placement	504 950	452 445	Fournisseurs et comptes rattachés	3 424 601	2 284 305
Disponibilités	12 644 448	11 603 559	Autres dettes et comptes de régularisation	1 724 342	1 226 432
TOTAL DE L'ACTIF	21 043 881	16 720 141	TOTAL PASSIF	21 043 881	16 720 141

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

	2007	2006
Chiffre d'affaires	21 534 879	17 640 989
Autres produits d'exploitation	529 206	276 181
Achats consommés	(12 956 517)	(10 592 977)
Charges de personnel	(2 233 750)	(1 626 930)
Autres charges d'exploitation	(3 155 109)	(1 881 512)
Impôts et taxes	(170 488)	(142 696)
Dotations aux amortissements et aux provisions	(496 556)	(292 294)
RESULTAT D'EXPLOITATION	3 051 665	3 380 761
Charges et produits financiers	449 621	174 389
RESULTAT COURANT DES ENTREPRISES INTEGREES	3 501 286	3 555 151
Charges et produits exceptionnels	(36 171)	0
Impôts sur les résultats	(838 936)	(1 142 020)
RESULTAT NET DES ENTREPRISES INTEGREES	2 626 179	2 413 131
Quote-part dans les résultats des entreprises mises en équivalence		
Dotations aux amortissements des écarts d'acquisition	(49 859)	(24 930)
RESULTAT NET CONSOLIDE	2 576 321	2 388 201
Intérêts minoritaires		
RESULTAT NET (part groupe)	2 576 321	2 388 201
Résultat net par action	0.73	0.68
Résultat dilué par action	0.68	0.65

Annexe aux états financiers consolidés

Au 31 décembre 2007

• Généralités	Préambule.....
	Note 1 – Principes comptables.....
	Note 2 – Périmètre de consolidation.....
• Compte de résultat	Note 3 – Chiffre d'affaires.....
	Note 4 – Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles.....
	Note 5 – Frais de recherche et de développement.....
	Note 6 – Autres produits et charges.....
	Note 7 – Produits sur prêts, titres de placement et trésorerie.....
	Note 8 – Impôts sur les résultats.....
	Note 9 – Résultat exceptionnel.....
	Note 10 – Résultat net par action.....
• Bilan – Actif	Note 11 – Ecart d'acquisition et immobilisations incorporelles.....
	Note 12 – Immobilisations corporelles.....
	Note 13 – Titres de participation.....
	Note 14 – Stocks.....
	Note 15 – Clients.....
	Note 16 – Trésorerie.....
• Bilan – Passif	Note 17 – Capitaux propres.....
	Note 18 – Engagements de retraites et assimilés.....
• Informations complémentaires	Note 19 – Engagements donnés hors bilan.....
	Note 20 – Passifs éventuels.....
	Note 21 – Rémunération des dirigeants.....
	Note 22 – Effectif moyen.....
	Note 23 – Evènements postérieurs à la clôture.....

Préambule

Les comptes consolidés de l'exercice 2007 y compris les notes aux états financiers ont été arrêtés par le Conseil d'Administration, le 11 avril 2008.

Note 1 • Principes comptables

Les comptes consolidés du groupe BUDGET TELECOM sont établis conformément au référentiel français 99-02.

La société n'est pas tenue d'établir ses comptes consolidés selon le référentiel IFRS.

1.1 Règles et méthodes comptables

Le nom générique BUDGET TELECOM est utilisé pour désigner l'ensemble du groupe constitué par la société mère BUDGET TELECOM SA et toutes ses filiales.

BUDGET TELECOM et les sociétés dans lesquelles elle exerce directement ou indirectement un contrôle majoritaire sont intégrées globalement.

BUDGET TELECOM SA, dont le siège social est situé 244 rue Claude François – 34080 MONTPELLIER, est une société anonyme immatriculée en France et cotée sur le marché Alternext by Euronext depuis le 4 octobre 2006.

La société BUDGET TELECOM présente pour la première fois en 2007 des comptes consolidés. Les comptes consolidés du groupe BUDGET TELECOM sont établis conformément au référentiel 99-02. Les méthodes préférentielles définies par le règlement 99-02 ont été retenues, à savoir, l'option pour la comptabilisation de la provision pour engagement de retraite, les autres méthodes préférentielles n'étant pas applicables dans les comptes consolidés de BUDGET TELECOM.

La société ne dépassant pas les seuils légaux, elle n'est pas tenue d'établir des comptes consolidés d'une façon obligatoire mais elle a opté d'une façon facultative pour la première fois en 2007 pour l'établissement des comptes consolidés.

Cet exercice social d'une durée de douze mois a été ouvert le 1er janvier 2007 et clôturé le 31 décembre 2007.

Les comptes consolidés de l'exercice précédent sont présentés en comparatif. Ils comprennent la seule filiale Téléconnect intégrée globalement à compter de son acquisition le 01 juillet 2006 soit un exercice comptable de 6 mois concernant cette société en 2006.

1.2 Reconnaissance du chiffre d'affaires

Les trois principaux services de télécommunications commercialisés sont les suivants :

Services post-payés en pré-sélection

Services pré-payés

Services aux professionnels (services revendeurs et « call box »).

Le chiffre d'affaires est comptabilisé à la date de réalisation de la prestation.

Les prestations de services comprennent d'une part la fourniture de minutes de télécommunications et d'autre part la rémunération perçue d'opérateurs techniques. Les produits liés aux abonnements et forfaits sont pris en compte au cours de la période à laquelle ils se rapportent

1.3 Ecart d'acquisition

Les écarts d'acquisition représentent la différence entre le prix d'acquisition, majoré des coûts annexes, des titres des sociétés consolidées et la part du groupe dans la juste valeur de leurs actifs nets à la date des prises de participation.

Comme tenu du secteur d'activité de la société et des perspectives de rentabilité de la filiale, l'écart d'acquisition est amorti sur une durée de 8 ans.

1.4 Frais de développement

Les frais de développement engagés à l'occasion de la conception des nouveaux projets sont portés à l'actif du bilan lorsqu'ils correspondent à des projets nettement individualisés dont les coûts peuvent être distinctement établis et dont les chances de réussite technique et d'avantages économiques futurs sont sérieuses.

Ils sont portés à l'actif du bilan lorsque les six critères généraux définis par le PCG sont remplis :

- La faisabilité technique de l'achèvement de l'actif incorporel afin de pouvoir l'utiliser ou le vendre,
- L'intention d'achever la production de l'actif pour l'utiliser ou de le vendre,
- La capacité d'utiliser ou de vendre l'actif produit,
- L'aptitude de l'actif à générer des avantages économiques futurs,
- La disponibilité actuelle ou future des ressources techniques, financières ou autres nécessaires pour mener à bien le projet,
- La capacité à mesurer de manière fiable les dépenses liées à cet actif pendant sa phase de développement.

1.5 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition. Elles comprennent les éléments suivants :

- Frais de développement :	<u>durée de l'amortissement</u>
- Fichier clientèle :	3 ans
- Logiciels :	test de dépréciation
	1 à 3 ans

1.6 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements sont calculés sur la durée de vie estimée des immobilisations selon les méthodes comptables suivantes :

	<u>Mode</u>	<u>durée de l'amortissement</u>
Agencement, installations	linéaire	8 ans
Matériel de transport	linéaire	3 ans
Matériel et mobilier de bureau	linéaire	4 ans
Matériel informatique	linéaire	3 et 5 ans

1.6 Test de dépréciation

Concernant les immobilisations incorporelles non amorties et les immobilisations financières, elles font l'objet une fois par an d'un test de dépréciation permettant de s'assurer que la valeur actuelle n'est pas inférieure à la valeur comptable. La valeur actuelle est estimée en fonction des flux futurs de trésorerie attendus actualisés si ceux-ci sont déterminables séparément du reste de l'activité.

A défaut, la société a mis en place un suivi d'indicateurs, notamment le chiffre d'affaires généré sur les activités achetées (fichier clientèle) permettant de s'assurer que la valeur brute inscrite au bilan ne nécessite pas une provision pour dépréciation.

1.7 Stocks

Les stocks de matériel détenus par la société sont évalués au coût moyen pondéré. A la clôture, le stock est constitué principalement des cartes Sim, des routeurs et des boîtiers.

1.8 Provisions pour dépréciation des créances clients

Les créances font l'objet d'une appréciation cas par cas. Une provision est constituée en fonction du risque encouru sur chacune d'elles.

La provision relative aux impayés de prélèvements ou de paiements par cartes bancaires, est constituée forfaitairement sur la base des statistiques internes de la société.

1.9 Produits constatés d'avance

La vente de « minutes de télécommunication pré-payées » génère un chiffre d'affaires qui ne peut être définitivement constaté en produits que lorsque le client a effectivement « consommé » le crédit de minutes qu'il a acheté.

La partie du chiffre d'affaires correspondant aux minutes non encore utilisées sur les clients actifs à la date d'arrêt des comptes, est, conformément au principe d'indépendance des exercices, inscrite en produits constatés d'avance au passif du bilan.

Budget Telecom a mis en place une facturation bimestrielle au lieu de mensuelle. La clientèle en préselection a été scindée en deux lots. Ainsi, en fin d'exercice, la reconnaissance des revenus s'effectue de la manière suivante : constatation d'un produit constaté d'avance pour les forfaits payés d'avance et constatation d'une facture à établir pour les consommations de minutes non encore facturées à la date de clôture de l'exercice.

1.10 Evaluation des valeurs mobilières de placement

Les plus ou moins values sur cessions des valeurs mobilières de placement sont évaluées en application de la méthode « premier entré premier sorti ».

Elles sont valorisées à leur coût d'acquisition. Si leur valeur probable de négociation (valeur liquidative) à la clôture de l'exercice vient à être inférieure au prix d'acquisition, une provision est constituée.

Note 2 • Périmètre de consolidation

2.1 Les sociétés consolidées

A. Liste des sociétés consolidées au 31 décembre 2007

Sociétés	% de contrôle	% consolidé	Méthode retenue
BUDGET TELECOM 244 rue Claude François 34080 MONTPELLIER N° SIRET422 716 878 00034	-	-	-
TELECONNECT 244 rue Claude François 34080 MONTPELLIER N° SIRET447 500 208 00023	100 %	100 %	Intégration globale

B. Ventilation à la clôture

	31/12/2007	31/12/2006
Intégration globale		
TELECONNECT	1	1
	1	1
Mise en équivalence		
Néant	0	0
	0	0
Nombre de sociétés à la clôture	1	1

C. Evolution durant la période

	2007
Nombre de sociétés à l'ouverture	1
• Nouvelles sociétés	
• Sociétés déconsolidées	néant
• Sociétés absorbées et autres	
Nombre de sociétés à la clôture	1

2.2. Evolution du périmètre en 2007

Néant

2.3. Impacts des changements du périmètre de consolidation sur les données consolidées

Néant

Note 3 • Chiffre d'affaires

REPARTITION DU CHIFFRE D'AFFAIRES		
	Exercice N	Exercice N-1
Ventes <i>(dont à l'export)</i>	88 662 <i>4 019</i>	57 657 <i>2 635</i>
Prestations de service <i>(dont à l'export)</i>	21 446 217 <i>2 739 436</i>	17 583 332 <i>3 552 161</i>
Prestations croisées		
TOTAL	21 534 879	17 640 989

Note 4 • Dotations aux amortissements et provisions

4.1 Immobilisations incorporelles et amortissements

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	Brut au début de l'exercice	Augmentations de l'exercice	Virements de l'exercice	Cessions de l'exercice	Brut à la fin de l'exercice
Ecart d'acquisition (1)	398 872				398 872
Frais de développement	223 420	370 843			594 263
Marques (2)	250 125				250 125
Logiciels	180 977	92 038		5 488	267 527
Fichier clientèle (3)	133 263	309 028			442 291
TOTAL	1 186 657	771 909		5 488	1 953 078

(1) Il s'agit de l'écart d'acquisition généré suite à l'acquisition de la société TELECONNECT.

(2) Il s'agit de la marque TELECONNECT acquise le 21 juillet 2006.

(3) Il s'agit de trois fichiers clientèle acquis respectivement le 01 février 2006, le 01 octobre 2006 et le 18 mai 2007.

AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	Cumul au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Cumul à la fin de l'exercice
Ecart d'acquisition	24 930	49 859		74 789
Frais de développement (1)	11 498	157 523		169 021
Marques				
Logiciels et site	107 886	63 129	5 488	165 527
Fichier clientèle (2)	4 116			4 116
Autres immobilisations				
TOTAL	148 430	270 511	5 488	413 453

(1) dont amortissement exceptionnel de 32 K€ effectuée sur le projet VOIP.

(2) Une dépréciation à 100 % a été constatée en 2006 concernant un fichier clientèle acquis en 2001 pour 4 116

4.2 Immobilisations corporelles et amortissements

IMMOBILISATIONS CORPORELLES	Brut au début de l'exercice	Augmentations de l'exercice	Virements de l'exercice	Cessions de l'exercice	Brut à la fin de l'exercice
Agencements, aménagements divers	38 146	9 404			47 550
Matériel de transport	72 755	46 221		29 816	89 160
Matériel et mobilier de bureaux	37 786	45 817			83 603
Matériel informatique	994 237	51 848		30 610	1 015 475
TOTAL	1 142 924	153 291		60 426	1 235 789

AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	Cumul au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Cumul à la fin de l'exercice
Amortissements agencements, aménagements divers	12 851	5 884		18 735
Amortissements matériel de transport	39 508	22 350	29 816	32 042
Amortissements matériel et mobilier de bureau,	20 902	15 432		36 334
Amortissements matériel informatique	738 092	127 949	30 610	835 431
TOTAL	811 353	171 615	60 426	922 542

4.3 Tableau des provisions

PROVISIONS	Cumul au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Cumul à la fin de l'exercice
Provision pour risques et charges				
Fichier Clientèle	4 116			4 116
Stocks				
Clients douteux	82 489	137 176	72 484	147 181
TOTAL	86 605	137 176	72 484	151 297

Note 5 • Frais de recherche et de développement

Effet de l'activation sur le compte de résultat

<i>(en euros)</i>	2007	2006
Total des dépenses engagées	370 843	223 420
Frais de développement activés	370 843	223 420
Frais non activés	0	0
Amortissement des frais de développement activés	157 523	11 498
TOTAL NET	213 320	211 922

Note 6 • Autres produits et charges

Les autres produits et charges incluent les montants suivants :

<i>(en euros)</i>	2007	2006
Autres produits d'exploitation	529 206	276 181
Autres charges d'exploitation	<3 155 109>	<1 881 512>
Total	<2 625 903>	<1 605 331>

Note 7 • Produits sur prêts, titres de placement et trésorerie

<i>(en euros)</i>	2007	2006
Produits financiers sur prêts		
Produits financiers sur trésorerie	484 930	175 527
Réévaluation des titres de placement « comptabilisés selon l'option juste valeur »		
Résultat sur instruments de taux associés aux placements		
Total	484 930	175 527

Note 8 • Impôts sur les résultats

2007 <i>(en euros)</i>	2007	2006
Charges impôt sur les sociétés	836 775	1 139 640
Impôt différé	2 161	2 380
Impôt sur les sociétés global	838 936	1 142 020

Note 9 • Résultat exceptionnel

<i>(en euros)</i>	2007	2006
Produits exceptionnels	14 464	0
Charges exceptionnelles (1)	50 635	0
Résultat exceptionnel	(36 171)	0

(1) dont amortissement exceptionnel de 32 K€ effectuée sur le projet VOIP.

Note 10 • Résultat net par action

Le résultat net par action est calculé sur la base du nombre moyen pondéré d'actions en circulation dans le courant de l'exercice.

Le nombre moyen d'actions en circulation, est calculé sur la base des différentes évolutions du capital social.

Il est par ailleurs donné après effet dilutif de la levée des options d'achat d'actions.

	2007	2006
Nombre moyen d'actions de 0,15 euro en circulation	3 531 603	3 509 578
Effet dilutif des options d'achat non encore exercées	232 935	148 960
Nombre moyen d'actions après dilution	3 764 538	3 658 538

Note 11 • Ecarts d'acquisition et immobilisations incorporelles

Evolutions de la valeur nette comptable

2007 <i>(en euros)</i>	Ecarts d'acquisition	Frais de développement	Logiciels	Autres Immobilisations incorporelles
Valeur brute				
A l'ouverture de l'exercice	398 872	223 420	180 977	383 388
Acquisitions et augmentations		370 843	92 038	640 423
Sorties			5 488	
Changement de périmètre et autres				
Ecart de conversion				
A la clôture de l'exercice	398 872	594 263	267 527	1 023 811
Amortissements et pertes de valeur				
A l'ouverture de l'exercice	24 930	11 498	107 886	0
Dotations	49 859	157 523	63 059	0
Pertes de valeur				
Sorties			5 488	
Changement de périmètre et autres				
Ecart de conversion				
A la clôture de l'exercice	74 789	169 021	165 457	0
Valeur nette à l'ouverture de l'exercice	373 942			
Valeur nette à la clôture de l'exercice	324 083	425 242	102 070	1 023 811
2006 <i>(en euros)</i>				
	Ecarts d'acquisition	Frais de développement	Logiciels et autres	Immobilisations incorporelles
Valeur brute				
A l'ouverture de l'exercice	-	0		
Acquisitions et augmentations	398 872	223 420	180 977	387 504
Sorties				
Changement de périmètre et autres				
Ecart de conversion				
A la clôture de l'exercice	398 872	223 420	180 977	387 504
Amortissements et pertes de valeur				
A l'ouverture de l'exercice		0	140 468	0
Dotations	24 930	11 498	32 582	
Pertes de valeur				4 116
Sorties				
Changement de périmètre et autres				
Ecart de conversion				
A la clôture de l'exercice	24 930	11 498	173 050	4 116
Valeur nette à l'ouverture de l'exercice				
Valeur nette à la clôture de l'exercice	373 942	211 922	7 927	383 388

Note 12 • Immobilisations corporelles

2007 <i>(en euros)</i>	Agencements & aménagement divers	Matériel de transport	Matériel et mobilier de bureaux	Matériel informatique	Total
Valeur brute					
A l'ouverture de l'exercice	38 146	72 755	37 786	994 237	1 142 924
Acquisitions et augmentations	9 404	46 221	45 817	51 848	153 291
Sorties		29 816		30 610	60 426
Changement de périmètre et autres					
Ecart de conversion					
A la clôture de l'exercice	47 550	89 160	83 603	1 015 475	1 235 789
Amortissements et pertes de valeur					
A l'ouverture de l'exercice	12 851	39 508	20 902	738 092	811 353
Dotations	5 884	22 350	15 432	127 949	171 615
Pertes de valeur					
Sorties		29 816		30 610	60 426
Changement de périmètre et autres					
Ecart de conversion					
A la clôture de l'exercice	18 735	32 042	36 334	835 431	922 542
Valeur nette à l'ouverture de l'exercice					
Valeur nette à la clôture de l'exercice	28 815	57 118	47 249	180 044	313 247

Note 13 • Titres de participation

Néant

Note 14 • Stocks

<i>(en euros)</i>	31/12/2007		31/12/2006			
	Valeur brute	Provision	Valeur nette	Valeur brute	Provision	Valeur nette
Marchandises	81 970		81 970	45 774		45 774
Total	81 970		81 970	45 774		45 774

Note 15 • Clients et autres créances

CREANCES	Montant brut	Moins d'un an	Plus d'un an
<u>De l'actif immobilisé :</u>			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	40 917		40 917
TOTAL	40 917		40 917
<u>De l'actif circulant :</u>			
Clients et comptes rattachés	3 870 176	3 870 176	
TOTAL	3 870 176	3 870 176	
Etat, impôts et taxes	1 287 596	1 287 596	
Débiteurs divers	324 912	324 912	
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	441 577	441 577	
TOTAL	2 054 085	2 054 085	

Note 16 • Trésorerie

<i>(en euros)</i>	31/12/2007	31/12/2006
Parts d'OPCVM et titres de créances négociables	504 950	452 445
Comptes courants bancaires et caisses	12 644 448	11 603 599
Total	13 149 398	12 056 044

Note 17 • Capitaux propres

A. Composition du capital social

	Nombre d'actions	Valeur nominale
Actions composant le capital social au début de l'exercice	3 509 578	0,15
Actions émises pendant l'exercice	22 025	0,15
Actions remboursées pendant l'exercice	/	
Actions composant le capital social en fin d'exercice	3 531 603	0,15

Au 31 décembre 2007, 22 025 bons de souscription d'actions soumis au régime fiscal des BCE ont été exercés. Cette opération a entraîné l'émission par la société BUDGET TELECOM de 22 025 actions nouvelles.

A l'issue de ces opérations, le capital de la société BUDGET TELECOM, composé de 3 531 603 actions, s'élève à 529 740,45 euros.

B. Tableau de mouvement des capitaux propres

Opérations	Nombre d'actions	Capital	Primes	Réserves et report à nouveau	Résultat	Autres	Total
Au 31/12/2005, après répartition	2 790 991	418 649	1 349 016	2 397 875		15 245	4 180 785
Augmentation du capital suite à l'introduction en bourse	707 547	106 132	6 898 593				7 004 725
Frais d'introduction en bourse			- 463 154				- 463 154
Augmentation du capital suite à l'exercice du BSPCE	11 040	1 656	55 642				57 298
Résultat					2 388 201		2 388 201
Aide Oséo						24 755	24 755
Autres mouvements				- 21 446			- 21 446
Au 31/12/2006, après répartition	3 509 578	526 437	7 840 097	2 376 429	2 388 201	40 000	13 171 164
Augmentation du capital suite à l'exercice du BSPCE	22 025	3 303	111 008				114 311
Résultat					2 576 321		2 576 321
Affectation Résultat N-1				2 388 201	- 2388 201		0
Au 31/12/2007, après répartition	3 531 603	529 740	7 951 105	4 764 630	2 576 321	40 000	15 861 796

C. Réserves et résultats nets consolidés - Part du groupe

Les différents éléments constituant les réserves consolidées, qui comprennent le résultat de l'exercice, sont les suivants :

(en euros)	31/12/2007	31/12/2006
Primes d'émission	7 951 105	7 840 097
Réserves et report à nouveau	4 764 630	2 376 429
Résultat consolidé	2 576 321	2 388 201
Total	15 292 056	12 604 727

Note 18 • Engagements de retraites et assimilés

Les modalités d'évaluation et de comptabilisation des « engagements de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi » sont conformes aux dispositions du règlement 99-02.

Il n'existe pas d'avantages postérieurs à l'emploi au niveau du groupe. Seules les indemnités de départ en retraite font l'objet d'une évaluation. Les calculs intègrent les hypothèses de mortalité, de rotation du personnel et de projection de salaires futurs.

Le montant des engagements de retraite au 31 décembre 2007 est peu significatif compte tenu de la moyenne d'âge des salariés et de la création récente de la société. Le montant des indemnités de départ à la retraite comptabilisé s'élève à 45 025 € au 31 décembre 2007.

Note 19 • Engagements donnés hors bilan

- Cautions données à la banque DUPUY DE PARSEVAL au profit des sociétés :

. Neuf Cegetel	400 K € à échéance le 11/06/2008
. Jazz Telecom	70 K € à échéance le 31/08/2008
. Transatel	70 K € à échéance le 08/11/2008

Bons de souscription

- Par décision en date du 1^{er} septembre 2005, l'assemblée générale des actionnaires a émis 160 000 bons de souscription d'actions soumis au régime fiscal des BCE au prix d'émission des bons de 0.01 € et au prix de souscription de 5,19 € par action. L'exercice de ces bons peut s'étaler sur 48 mois, par tranches de 25%.

☞ Au 31/12/2007, sur les 160 000 bons de souscription seul 33 065 bons de souscription d'actions soumis au régime fiscal des BCE ont été exercés au prix unitaire de 5.19 euros dont 22050 bons en 2007

- Par décision en date du 13 septembre 2007, le conseil d'administration a émis 106 000 bons de souscription d'actions soumis au régime fiscal des BCE au prix de souscription de 10.09 € par action. L'exercice de ces bons peut s'étaler sur 36 mois, par tranches de 33%.

☞ Au 31/12/2007, sur les 106 000 bons de souscription aucun bon de souscription d'actions soumis au régime fiscal des BCE n'a été exercé en 2007

Note 20 • Passifs éventuels

Conformément aux dispositions de la loi n°2004-391 du 07 mai 2004 relative à la formation professionnelle, la société accorde à ses salariés un droit individuel à la formation (DIF) d'une durée de vingt heures par année civile cumulable sur une durée maximale de six ans. Au terme de ce délai, et à défaut de son utilisation, l'ensemble des droits restera plafonné à cent vingt heures.

Pour que les formations demandées soient accordées, il doit être démontré qu'elles sont utiles à l'évolution professionnelle au sein de l'entreprise.

Aucune demande n'ayant été formulée par les salariés, aucune provision n'a été constatée à ce titre. Le nombre d'heures accumulées non consommées à la clôture de l'exercice s'élève à 1210 heures.

Note 21 • Rémunération des dirigeants

<i>(en euros)</i>	2007	2006
Montants des rémunérations allouées		
- aux organes de Direction	151 504	203 824
- aux membres du Conseil d'administration	22 500	0
Total	174 004	203 824

Note 22 • Effectif moyen

LIBELLE	2006	2007
Effectif moyen interne		
Cadres	12	13
Non Cadres	22	28
Total effectif	34	41
Total salaire brut cadres	654 323	722 726.69
Total salaire brut non cadres	489 274	616 360.21
Total Rémunérations brutes	1 143 597	1 339 087

Note 23 • Evènements postérieurs à la clôture

Deux événements méritant d'être signalés se sont produits au cours du premier trimestre 2008 :

- Acquisition de la société PTI, activité : opérateur téléphonique international (cartes téléphoniques, présélection,...)
- Acquisition de la société Talk Tel, activité : opérateur téléphonique (présélection,...)